COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Grenoble, lundi 24 février 2025

Sauvetage de VENCOREX Pont-de-Claix et d'ARKEMA Jarrie

Le Premier Ministre décide… de ne rien faire !

Christophe FERRARI, Maire de Pont-de-Claix et Président de Grenoble Alpes Métropole, et Raphaël GUERRERO, Maire de Jarrie, et Vice-Président de la Grenoble Alpes Métropole déclarent :

« C'est avec **une grande déception et un sentiment d'abandon brutal et total** que nous, élus locaux, avons pris connaissance du courrier du Premier Ministre par lequel **il adresse finalement, sans argument, une fin de non-recevoir au territoire, aux élus, aux syndicats, aux salariés**. **Le Premier Ministre ferme la porte à tous les scénarios de sauvetage**, que, collectivement, nous avions proposés.

A moins de 15 jours de l'échéance du tribunal de commerce de Lyon sur le redressement judiciaire de VENCOREX, **le Premier Ministre fait le choix de n'apporter aucune réponse volontaire, concrète sur la pérennité, l'avenir** des sites de Pont-de-Claix et de Jarrie. Aucune garantie, aucune précision non plus sur la manière dont l'Etat garantira leur mise en sécurité, leur dépollution et leur reconversion, hormis l'allusion à un vague « Pacte avec le territoire » dont ni les contours, ni le calendrier, ni les financements, ne sont précisés.

Cette position est **un aveu d'impuissance terrible** de la part du Premier Ministre qui nous indique aujourd'hui, en définitive, qu'il ne peut rien faire pour sauver l'avenir de 2 des 18 plateformes chimiques françaises et **de leurs 6.000 emplois associés.**

Les élus du territoire proposent donc que le Premier Ministre vienne sur place devant les salariés et nos habitants pour assumer, en responsabilité, un choix qui ferme la porte au sauvetage de VENCOREX et ARKEMA Jarrie. Nous réitérons en outre la nécessité d'avoir rapidement des propositions concrètes pour le devenir des sites et des salariés.

Nous sommes prêts, comme depuis le début, à trouver avec le Premier Ministre une solution rapide et concrète pour sauver ces emplois, la sécurité économique de milliers de familles sur notre territoire, et une filière de souveraineté pour notre pays.

Nous restons et resterons mobilisés jusqu'au bout. Ceci mérite du temps. C'est la raison pour laquelle, nous appelons solennellement l'ensemble des députés, les parlementaires de tous bords, soucieux de la souveraineté industrielle de notre Nation, à soutenir la proposition de loi visant à la nationalisation temporaire de VENCOREX. »

Contact presse : Alexandra COUTURIER / 06 09 60 16 38 / alexandra.couturier@grenoblealpesmetropole.fr